

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE,
DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE,
DE L'ÉDUCATION, DES
INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES
ET CULTURELLES NATIONALES,
DES CLASSES MOYENNES ET DE
L'AGRICULTURE

COMMISSIE VOOR HET
BEDRIJFSLEVEN, HET
WETENSCHAPSBELEID, HET
ONDERWIJS, DE NATIONALE
WETENSCHAPPELIJKE EN
CULTURELE INSTELLINGEN, DE
MIDDENSTAND EN DE
LANDBOUW

du

van

MARDI 05 AVRIL 2011

DINSDAG 05 APRIL 2011

Matin

Voormiddag

La réunion publique est ouverte à 10 h 27 par Mme Liesbeth Van der Auwera, présidente.

La **présidente**: Les questions n^{os} 2718 et 2821 de Mme Almaci sont reportées.

01 Questions jointes de

- **Mme Linda Musin au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la récente réforme du championnat de Belgique de football" (n° 3200)**

- **M. Peter Vanvelthoven au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la réforme du championnat de football de première division" (n° 3273)**

01.01 Linda Musin (PS): Le 25 février 2011, la Ligue professionnelle de football a décidé de maintenir le championnat à seize équipes et le système des play-off et d'introduire un calcul du classement sur base des résultats des trois dernières saisons pour désigner les deux derniers condamnés à la D2. Cette réforme suscite bien des réactions.

La Ligue nationale (D2) envisage des actions contre la réforme du championnat de D1, car elle considère que ses clubs sont lésés, notamment par le parachute financier de 1,25 million d'euros accordé aux descendants de D1 en D2 et par les nouvelles règles relatives à la relégation. Depuis, cette condition a été abandonnée.

Le Conseil de la concurrence, organe du ministère des Affaires économiques, a-t-il demandé des éclaircissements sur le sujet? Quelles sont ses conclusions? L'intervention du Conseil favorisera-t-elle l'annulation des décisions de la Ligue professionnelle de football?

01.02 Vincent Van Quickenborne, ministre (*en français*): L'auditorat du Conseil de la concurrence a étudié la décision du 25 février 2011 de la Ligue professionnelle de football. Il était surtout préoccupé par la règle de relégation qui pourrait être préjudiciable à certains clubs. Le 16 mars 2011, l'auditorat a décidé qu'il y avait des objections contre l'initiative de la Ligue professionnelle. La Ligue a donc retiré cette décision.

01.03 Linda Musin (PS): Cette règle est certes retirée, mais qu'en est-il du reste du système? Cette adaptation du règlement suscite du mécontentement. Nous restons dans une situation complexe dans laquelle des clubs vont en appel de ces décisions. L'auditorat va-t-il s'arrêter à l'enquête ou jouera-t-il encore un rôle pour éviter qu'on ne sombre dans le ridicule?

01.04 Vincent Van Quickenborne, ministre (*en français*): L'auditorat a mené une enquête informelle sur la nouvelle réglementation de la Ligue professionnelle et n'a émis des objections que sur la règle de relégation.

C'est cette décision qui a été communiquée à la Ligue, et celle-ci a modifié sa réglementation. Selon l'auditorat, les autres éléments ne posaient pas de problème à l'égard de la compétition.

L'incident est clos.

02 Questions jointes de

- **M. Karel Uyttersprot au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la création d'une entreprise à l'étranger" (n° 3354)**

- **M. Karel Uyttersprot à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "la légalisation des documents par la BCE" (n° 3394)**

02.01 Karel Uyttersprot (N-VA): Une société qui souhaite créer une entreprise à l'étranger est tenue de soumettre certains documents officiels au SPF Affaires étrangères, lequel les légalise par une apostille. La procédure que doit suivre cette société pour faire légaliser ces documents prend énormément de temps et est d'une grande complexité. Elle est contrainte de passer par la BCE, le greffe et le président du tribunal, le SPF Justice, le SPF Affaires étrangères, etc.

Toute cette procédure de légalisation ne pourrait-elle pas être confiée à un service décentralisé ou à une organisation mandatée telle que la BCE ou le tribunal de commerce? Comment sera résolu le problème des documents qui sont demandés à l'étranger mais pour lesquels le SPF Affaires étrangères ne peut donner d'apostille parce qu'ils ne figurent pas sur la liste?

02.02 Vincent Van Quickenborne, ministre (en néerlandais): Afin de pouvoir être reconnus par une autre autorité, certains documents doivent être légalisés. Cette légalisation est effectuée par le biais d'un contrôle portant sur l'origine du document. Quant à la signature, elle est légalisée par une autorité compétente qui dispose d'un spécimen de cette signature. La signature du fonctionnaire légalisant est elle-même légalisée.

Nous suivons la pratique internationalement reconnue de la légalisation en cascade qui implique que les documents signés par un magistrat belge doivent, dès l'instant où ils sont destinés à être utilisés à l'étranger, être légalisés successivement par le SPF Justice et le SPF Affaires étrangères.

Si seul le SPF Affaires étrangères légalisait un document, ce SPF devrait tenir à jour une liste de tous les magistrats belges ainsi que des spécimens de leurs signatures, ce qui est impossible. Le SPF Justice, lui, dispose de cette liste et de ces spécimens. Cependant, une légalisation par ce seul SPF ne suffit pas non plus parce que le fonctionnaire étranger devrait alors tenir à jour une liste des fonctionnaires de chaque SPF belge.

La légalisation en cascade remonte à l'époque où la communication électronique n'existait pas encore.

Je demanderai au ministre des Affaires étrangères si nous ne pouvons trouver une autre méthode en collaboration avec l'Agence pour la Simplification administrative.

Pour la légalisation de documents en vue de la création d'une entreprise à l'étranger, la BCE doit délivrer un extrait déclaré conforme par le biais du guichet d'entreprises. Si le document est destiné à l'étranger, la BCE l'envoie à ses services de gestion, qui y apposent les cachets et les signatures nécessaires. Le document peut ensuite être renvoyé au guichet d'entreprises, qui y apposera également son cachet. En cas d'urgence, le guichet peut déjà apposer son cachet et envoyer le client lui-même au service de gestion. En tout état de cause, le client doit ensuite se rendre avec les documents au service Légalisation du SPF Affaires étrangères. Cette procédure pourrait effectivement être simplifiée.

La directive européenne "services" prévoit que lorsqu'un État membre demande un document, il doit accepter des documents équivalents d'un autre État membre et ne peut exiger des originaux. Certaines exceptions subsistent toutefois, pour des raisons de sécurité ou d'ordre public. Un État membre peut également demander une traduction non certifiée de documents. Si des États membres ne respectent pas les dispositions de la directive "services", les entreprises peuvent le signaler auprès du SPF Économie.

Au Conseil européen Concurrence, les ministres européens de l'Économie ont convenu avec le commissaire Barnier de créer une BCE européenne sur le modèle belge. Cette initiative apportera une simplification. La

solution réside, à mon estime, dans une base de données européenne. Les légalisations et les apostilles sont des pratiques du XX^e siècle. Il est temps, pour la communauté internationale et européenne, de franchir le pas vers le XXI^e siècle et de passer résolument à la communication électronique.

02.03 Karel Uyttersprot (N-VA): Aux Pays-Bas, les apostilles sont délivrées par des services décentralisés, qui sont proches des entreprises. Je me réjouis en tout cas que des méthodes modernes soient recherchées.

L'incident est clos.

03 Question de M. Jef Van den Bergh au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la régulation du marché" (n° 3292)

03.01 Jef Van den Bergh (CD&V): Le monde de la télévision est en émoi. En cause, les quatre projets d'arrêtés des différentes autorités de régulation qui prévoient, entre autres, le dégroupage du câble.

Quelle est la position du ministre à cet égard? Où en est-on actuellement? Quelle procédure doit être suivie? Aux Pays-Bas, KPN ne peut diffuser par le câble dégroupé parce qu'il ne dispose pas de son propre réseau. Le ministre adoptera-t-il la même approche dans notre pays? Quand le Conseil de la concurrence sera-t-il impliqué dans cette procédure? Le délai de réponse pour la consultation publique était fixé au 18 février 2011. A-t-on déjà un aperçu des réactions? Quels étaient les effectifs réels du service Analyse du marché de l'IPBT ces dernières années?

03.02 Vincent Van Quickenborne, ministre (en néerlandais): L'IBPT (le régulateur belge des services postaux et des télécommunications), la VRM (le régulateur flamand des médias), le CSA (le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel francophone) et le Medienrat germanophone, c'est-à-dire l'ensemble des régulateurs indépendants examinent actuellement les résultats de la consultation et il serait dès lors inopportun de formuler des commentaires à ce stade.

Les autres grands opérateurs n'ont pas été exclus lors de l'ouverture du réseau de Belgacom et les projets d'arrêtés ne prévoient pas d'autres procédures pour l'ouverture du câble.

Lors d'une réunion de pré-notification avec la Commission européenne, le Conseil de la concurrence a été informé des projets. Le projet d'arrêté a été soumis au Conseil d'État dont l'avis figure sur le site internet. Aussi longtemps que les modifications apportées au projet d'arrêté seront le fruit de la consultation publique ou de l'avis du Conseil de la concurrence, le projet d'arrêté ne sera pas soumis à un nouvel examen des parties déjà consultées.

Débarassées des informations d'ordre économique confidentielles, les réactions dûment motivées peuvent être consultées sur le site internet de l'IBPT.

J'insiste encore une fois sur l'indépendance des régulateurs des médias qui doivent néanmoins consulter plusieurs instances: les opérateurs, le Conseil de la concurrence et la Commission européenne.

Neuf fonctionnaires de niveau A de l'IBPT s'occupent des analyses de marché relatives aux télécommunications et aux médias et ce chiffre est resté stable ces dernières années.

03.03 Jef Van den Bergh (CD&V): Il s'agit manifestement d'un dossier sensible et nous ne pouvons qu'attendre le résultat des procédures. Nous ne pouvons pas entreprendre grand-chose avant l'éventuel remaniement des projets d'arrêtés.

L'incident est clos.

04 Question de M. Karel Uyttersprot au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "le Ducroire SA" (n° 3480)

04.01 Karel Uyttersprot (N-VA): Le Ducroire est un assureur-crédit public qui a pour mission de promouvoir et d'assurer les relations économiques internationales de nos entreprises. Cette institution publique

autonome bénéficie de la garantie de l'État.

S'il existait depuis longtemps, le Ducroire est devenu, en 2004, une SA de droit privé grâce à l'injection d'un capital de 150 millions d'euros par l'ONDD, sa société mère.

L'UE s'interroge à propos du soutien éventuellement illégal de l'État à l'assureur-crédit belge. Elle souhaite vérifier si l'ONDD a agi comme un investisseur normal et si le capital a été alloué aux conditions du marché. D'autres questions concernent la garantie de l'État. Je fais miennes ces questions: le soutien de l'ONDD à la SA Ducroire s'est-il opéré légalement?

04.02 Vincent Van Quickenborne, ministre (*en néerlandais*): En 2004, l'ONDD a créé le Ducroire SA pour satisfaire à la réglementation européenne. En effet, conformément à cette réglementation, les institutions d'assurance-crédit ne pouvaient plus recevoir d'aides d'État pour couvrir les risques négociables.

La Commission européenne vient d'annoncer l'ouverture d'une enquête sur certaines aides d'État que le Ducroire SA aurait reçues. Cette enquête fait suite à une plainte déposée par un concurrent de Ducroire SA. L'État belge doit répondre à la Commission d'ici au début du mois de mai même s'il pourra encore verser ensuite des éléments techniques au dossier. Il serait prématuré d'exposer la teneur de notre réponse de façon détaillée.

S'agissant des risques négociables, l'ONDD a déjà fait savoir que la Commission a été mal informée car au cours de la période 2000-2003, l'ONDD n'en a couvert aucun. Ensuite, il sera démontré que le principe de l'investisseur privé dans une économie de marché a été respecté. Puis il sera indiqué à la Commission européenne que le Ducroire SA constitue une solution de rechange sur un marché où trois acteurs détiennent un oligopole. C'est d'ailleurs un de ces acteurs qui a demandé instamment qu'une enquête soit ouverte.

L'incident est clos.

05 Question de M. Olivier Henry au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la licence DJ proposée par la SABAM" (n° 3846)

05.01 Olivier Henry (PS): La SABAM propose depuis peu une "licence DJ" autorisant tout disc jockey à créer des copies de produits originaux légalement acquis et à jouer ces copies en public. Cette licence coûte 266 euros par an, et s'ajoute à celle déjà tarifée par la SABAM pour toute diffusion en soirée.

La SABAM ne s'arroge-t-elle pas là un droit non prévu par la loi? Cette perception a-t-elle été autorisée par le Roi conformément à l'article 55 de la loi sur les droits d'auteur? La double facturation des œuvres diffusées en soirée n'est-elle pas disproportionnée, notamment face au bénéfice économique pour les auteurs?

05.02 Vincent Van Quickenborne, ministre (*en français*): La loi du 30 juin 1994 relative aux droits d'auteurs dispose que l'auteur d'une œuvre littéraire ou artistique a seul le droit de la reproduire ou d'en autoriser la reproduction, de quelque manière et sous quelque forme que ce soit. Lorsque l'œuvre a été publiée, l'auteur ne peut interdire les reproductions dans le cercle de la famille.

Les DJ qui souhaitent reproduire des œuvres pour les utiliser hors du cercle de famille doivent obtenir une autorisation préalable. L'article 55 ne trouve pas application ici. Au contraire, les ayants droit déterminent librement (sauf abus de position dominante) les conditions d'autorisation de la reproduction de leurs œuvres.

La SABAM a déterminé en 2007 un tarif pour la reproduction d'œuvres par les DJ dans un cadre précis. Et la version actualisée et coordonnée des règles de tarification est clairement publiée sur son site web.

La loi oblige les sociétés de gestion à transmettre aux services de contrôle leurs règles de tarification, de perception et de répartition des droits. Un contrôle de légalité (mais non d'opportunité) est alors opéré: on vérifie le respect des dispositions légales applicables en la matière.

Il ne s'agit pas de double facturation mais d'application différenciée de l'article 1^{er}, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi. Si le DJ paie les droits d'auteur pour la reproduction d'œuvres protégées, l'organisateur paie des droits d'auteur

pour la communication au public. Les modes d'exploitation des œuvres protégées sont différents et aboutissent à des règles de tarification différentes.

05.03 Olivier Henry (PS): Vous expliquez qu'il n'y a pas de double tarification. Mais on semble quand même payer deux fois une taxe qui couvre à peu près la même chose. Nous déposerons une proposition de loi pour modifier cette règle qui doit mieux correspondre à l'évolution de notre société et des nouvelles technologies.

L'incident est clos.

La **présidente**: Les autres questions étant reportées, je vais à présent poser ma propre question.

06 Question de Mme Liesbeth Van der Auwera au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "le retard dans la promulgation d'arrêtés royaux relatifs à la répression de la contrefaçon et de la piraterie de droits de propriété intellectuelle" (n° 3398)

06.01 Liesbeth Van der Auwera (CD&V): Des arrêtés royaux doivent être pris pour permettre l'exécution des nouvelles procédures (comme l'avertissement et la transaction) dans le cadre de la loi relative à la répression de la contrefaçon et de la piraterie de droits de propriété intellectuelle.

Jusqu'ici, le SPF Économie ne peut que dresser des procès-verbaux. Combien de procès-verbaux ont été rédigés en 2010? Combien portaient sur des infractions commises par l'internet? Ne conviendrait-il pas d'étendre les enquêtes internet sur le respect de la loi relative au commerce électronique à la contrefaçon et à la piraterie commises par le biais de l'internet? Pourquoi les arrêtés royaux n'ont-ils toujours pas été promulgués? Est-ce possible en période d'affaires courantes?

06.02 Vincent Van Quickenborne, ministre (en néerlandais): En 2010, les agents du SPF Économie ont dressé 242 *pro justitia* et 66 procès-verbaux d'avertissement pour infraction à la loi sur les droits de propriété intellectuelle. Les statistiques ne permettent pas de déduire le nombre d'infractions commises par le biais d'internet. Les contrôles relatifs aux sites internet comportent déjà un contrôle en matière de contrefaçon, principalement sur la base de plaintes de titulaires de droits ou de consommateurs. Des procès-verbaux sont alors dressés et, si c'est possible, l'offre est supprimée de l'internet.

L'arrêté d'exécution de la loi du 15 mai 2007 n'a pas encore été pris. En 2009, nous avons rédigé un premier projet d'arrêté qui a été examiné par différents groupes de travail interministériels. Les observations formulées par l'inspecteur des Finances ont abouti à des modifications de la loi du 15 mai. Une deuxième version du projet d'arrêté, qui tient compte de la loi modifiée, est en voie d'achèvement pour l'instant. J'espère pouvoir transmettre cet arrêté royal pour avis au Conseil d'État dans les meilleurs délais. Les affaires courantes ne constituent pas un obstacle à cet égard.

L'incident est clos.

La **présidente**: La question n° 3835 de M. Blanchart est reportée.

La réunion publique est levée à 11 h 07.

De vergadering wordt geopend om 10.27 uur en voorgezeten door mevrouw Liesbeth Van der Auwera.

De **voorzitter**: Vragen nrs 2718 en 2821 van mevrouw Almaci worden uitgesteld.

01 Samengevoegde vragen van

- mevrouw Linda Musin aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "de recente hervorming van de Belgische voetbalcompetitie" (nr. 3200)
- de heer Peter Vanvelthoven aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "de competitiehervorming van het eerste klassevoetbal" (nr. 3273)

01.01 Linda Musin (PS): Op 25 februari 2011 besliste de Pro League de eerste klassecompetitie met 16 clubs en een formule met play-offs te behouden, en de degradatieregel te baseren op de resultaten van de jongste drie voetbalseizoenen; op grond daarvan wordt bepaald welke ploegen degradatiekandidaat zijn. Die hervorming lokt vele reacties uit.

De Nationale Voetballiga (Tweede Klasse) overweegt stappen tegen de hervorming van de Pro League. Zij is van mening dat de tweedeklasseclubs benadeeld worden, meer bepaald omdat de clubs die van eerste naar tweede klasse degraderen, een financiële parachute krijgen van 1,25 miljoen euro, en omdat de nieuwe degradatieregels in het nadeel van de tweedeklasseclubs spelen. Intussen heeft men die voorwaarde weer laten varen.

Heeft de Raad voor de Mededinging, die onder de FOD Economie ressorteert, opheldering daarover gevraagd? Tot welke conclusies komt de Raad? Zullen de bezwaren van de Raad voor de Mededinging er mee toe leiden dat de beslissingen van de Pro League worden teruggedraaid?

01.02 Minister **Vincent Van Quickenborne** (*Frans*): Het Auditoraat bij de Raad voor de Mededinging heeft de beslissing van de Pro League van 25 februari 2011 onderzocht. Het Auditoraat vond vooral graten in de degradatieregels, die nadelig zou kunnen zijn voor bepaalde clubs. Op 16 maart 2011 formuleerde het Auditoraat zijn bezwaren tegen het initiatief van de Pro League. Deze heeft haar beslissing daarop teruggedraaid.

01.03 **Linda Musin** (PS): De degradatieregels mag dan wel ingetrokken zijn, hoe zit het dan met de rest van de regeling? De aanpassing van het reglement zet kwaad bloed. De situatie is nog altijd erg complex, met clubs die in beroep gaan tegen die beslissingen. Zal het Auditoraat het bij dat onderzoek houden, of zal het nog een rol spelen om te beletten dat men zich helemaal belachelijk maakt?

01.04 Minister **Vincent Van Quickenborne** (*Frans*): Het Auditoraat heeft een informeel onderzoek ingesteld naar het nieuwe reglement van de Pro League, en heeft enkel bezwaren geuit tegen de degradatieregels.

Die beslissing werd aan de Pro League meegedeeld, waarna die haar reglementen heeft gewijzigd. Volgens het Auditoraat vormen de andere aspecten geen probleem met betrekking tot de competitie.

Het incident is gesloten.

02 **Samengevoegde vragen van**

- de heer **Karel Uyttersprot** aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "het oprichten van een bedrijf in het buitenland" (nr. 3354)
- de heer **Karel Uyttersprot** aan de minister van KMO's, Zelfstandigen, Landbouw en Wetenschapsbeleid over "de legalisatie van documenten door de KBO" (nr. 3394)

02.01 **Karel Uyttersprot** (N-VA): Een bedrijf dat een onderneming in het buitenland wil oprichten, moet een aantal officiële documenten voorleggen aan de FOD Buitenlandse Zaken, die ze legaliseert via een apostille. De procedure die het bedrijf moet volgen om de documenten gelegaliseerd te krijgen, is bijzonder tijdrovend en omslachtig. Men moet langs de KBO, de griffie en de voorzitter van de rechtbank passeren, langs de FOD Justitie, langs de FOD Buitenlandse Zaken enzovoort.

Kan die hele legalisatieprocedure niet worden toevertrouwd aan een gedecentraliseerde dienst of een gemandateerde organisatie zoals de KBO of de rechtbank van koophandel? Hoe wordt het probleem opgelost van documenten die in het buitenland worden gevraagd, maar waarvoor de FOD Buitenlandse Zaken geen apostille kan verlenen omdat ze niet op de lijst voorkomen?

02.02 Minister **Vincent Van Quickenborne** (*Nederlands*): Om door een andere overheid te kunnen worden erkend, moeten sommige documenten worden gelegaliseerd via een controle op de oorsprong van het document. De handtekening wordt gelegaliseerd door een bevoegde instantie, die over een specimen van de handtekening beschikt. Ook de handtekening van de legaliserende ambtenaar wordt gelegaliseerd.

Wij volgen de internationaal aanvaarde praktijk van de legalisatie in cascade: documenten met een handtekening van een Belgische magistraat moeten voor buitenlands gebruik achtereenvolgens worden gelegaliseerd door de FOD Justitie en de FOD Buitenlandse Zaken.

Als enkel de FOD Buitenlandse Zaken een document zou legaliseren, zou deze FOD een lijst van alle Belgische magistraten moeten bijhouden én specimina van hun handtekeningen. Dat is niet haalbaar. De

FOD Justitie heeft die lijst en die specimina wel. Toch volstaat een legalisatie door deze FOD alleen ook niet omdat de buitenlandse ambtenaar dan lijsten zou moeten bijhouden over de ambtenaren van iedere Belgische FOD.

De legalisatie in cascade stamt uit de tijd toen er nog geen elektronische communicatie was.

Ik zal aan de minister van Buitenlandse Zaken vragen of wij samen met de dienst Administratieve Vereenvoudiging geen andere methode kunnen vinden.

Voor het legaliseren van documenten voor de oprichting van een onderneming in het buitenland, moet door de KBO een eensluidend verklaard uittreksel worden verstrekt via het ondernemingsloket. Als het document voor het buitenland is bestemd, stuurt de KBO het naar de beheersdiensten van de KBO, die de nodige stempels en handtekeningen aanbrengen. Daarna kan het terug naar het ondernemingsloket, dat ook zijn stempel plaatst. Bij hoogdringendheid kan het loket zijn stempel al plaatsen en de klant zelf doorsturen naar de beheersdienst. Sowieso moet de klant daarna met de documenten naar de dienst Legalisaties van de FOD Buitenlandse Zaken. Deze procedure zou inderdaad eenvoudiger moeten kunnen.

De Europese dienstenrichtlijn bepaalt dat wanneer een lidstaat een document vraagt, gelijkwaardige stukken uit de andere lidstaat aanvaard moeten worden en er geen originelen mogen worden geëist. Er zijn wel bepaalde uitzonderingen, om redenen van veiligheid of openbare orde. Ook mag een lidstaat een niet-gelegaliseerde vertaling van documenten vragen. Als lidstaten de bepalingen van die dienstenrichtlijn niet nakomen, kunnen de ondernemingen dat melden bij de FOD Economie.

De Europese ministers van Economie hebben in de Europese Raad voor Concurrentievermogen met commissaris Barnier afgesproken een Europese KBO op te richten, naar Belgisch model. Dat zal de zaken vereenvoudigen. De oplossing ligt volgens mij in een Europese databank. Legalisaties en apostilles zijn 20^{ste}-eeuwse praktijken. Het is tijd dat de internationale en Europese gemeenschap de stap naar de 21^{ste} eeuw zetten en volop gaan voor elektronische communicatie.

02.03 Karel Uyttersprot (N-VA): In Nederland worden apostilles wel door gedecentraliseerde diensten, dicht bij de bedrijven, afgeleverd. Ik ben in ieder geval blij dat er gezocht wordt naar moderne methodes.

Het incident is gesloten.

03 Vraag van de heer Jef Van den Bergh aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "marktregulatie" (nr. 3292)

03.01 Jef Van den Bergh (CD&V): Het rommelt in de televisiewereld. De aanleiding daarvoor zijn de vier ontwerpbesluiten van de diverse regulatoren, ontwerpbesluiten die onder andere de ontbundeling van de kabel beogen.

Hoe kijkt de minister daartegenaan? Wat is de stand van zaken? Welke procedure moet hier worden gevolgd? In Nederland mag KPN niet op de ontbundelde kabel, omdat het over een eigen netwerk beschikt. Zal de minister diezelfde aanpak volgen in ons land? Wanneer werd de Raad voor de Mededinging betrokken bij dit proces? De antwoordtermijn voor de publieke raadpleging liep af op 18 februari 2011. Is er al zicht op de reacties? Wat was de effectieve bezetting van de dienst Marktanalyse bij het BIPT de voorbije jaren?

03.02 Minister Vincent Van Quickenborne (Nederlands): De onafhankelijke regulatoren BIPT (de Belgische regulator voor postdiensten en communicatie), VRM (de Vlaamse regulator voor de media), CSA (de Franstalige Conseil Supérieur de l'Audiovisuel) en de Duitstalige Medienrat zijn momenteel de resultaten van de consultatie aan het onderzoeken. Het zou dus ongepast zijn om in dit stadium commentaar te geven.

Bij de openstelling van het netwerk van Belgacom werden andere grote spelers niet uitgesloten. Voor de openstelling van de kabel is dat evenmin het geval in de ontwerpbesluiten.

De Raad voor de Mededinging werd op de hoogte gesteld van de plannen tijdens een zogenaamde prenotificatievergadering met de Europese Commissie. Het ontwerpbesluit werd aan de Raad ter consultatie voorgelegd en het advies staat op de website. Zolang de wijzigingen aan het ontwerpbesluit resulteren uit de

openbare raadpleging of uit het advies van de Raad voor de Mededinging, wordt het ontwerpbesluit niet opnieuw voorgelegd aan de reeds geconsulteerde partijen.

De ruim gemotiveerde reacties op het ontwerpbesluit zijn – ontdaan van vertrouwelijke bedrijfsinformatie – te vinden op de website van het BIPT.

Ik wijs nog eens op de onafhankelijkheid van de mediaregulators. Zij moeten wel verschillende organen raadplegen: de operators, de Raad voor de Mededinging en de Europese Commissie.

Er zijn bij het BIPT negen ambtenaren van niveau A die zich bezighouden met marktanalyses in verband met telecom en media. Dit aantal bleef de jongste jaren stabiel.

03.03 Jef Van den Bergh (CD&V): Dit is duidelijk een gevoelig dossier. Het is wachten op de uitslag van de procedures. Misschien komen er bijstellingen aan de ontwerpbesluiten. Eerder kunnen we niet veel ondernemen.

Het incident is gesloten.

04 Vraag van de heer Karel Uyttersprot aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "Delcredere nv" (nr. 3480)

04.01 Karel Uyttersprot (N-VA): De Delcredere dienst is een openbare kredietverzekeraar die als opdracht heeft om de internationale economische betrekkingen van onze bedrijven te bevorderen en te verzekeren. Het is een autonome overheidsinstelling die staatsgarantie geniet.

Delcredere bestaat al lang, maar in 2004 werd het een privaatrechtelijke nv met een kapitaalinjectie van 150 miljoen euro door de moedermaatschappij ONDD.

De EU heeft een aantal vragen over mogelijke illegale staatssteun aan die Belgische kredietverzekeraar. De EU wil nagaan of ONDD heeft gehandeld als een normale investeerder en of het kapitaal wel tegen marktvoorwaarden werd verstrekt. Ook bij de staatsgarantie heeft men vragen. Ik maak die vragen tot de mijne: is de steun van ONDD aan Delcredere nv rechtmatig gebeurd?

04.02 Minister Vincent Van Quickenborne (Nederlands): ONDD heeft in 2004 de maatschappij Delcredere nv opgericht om te voldoen aan de Europese regelgeving. Instanties voor kredietverzekering mochten immers geen staatssteun meer krijgen voor verhandelbare risico's.

De Europese Commissie heeft nu een onderzoek aangekondigd naar vermeende staatssteun die Delcredere nv zou hebben gekregen. Het onderzoek komt er na een klacht van een concurrent. Begin mei moet het antwoord aan de Commissie worden bezorgd, al kan de Belgische Staat ook daarna nog technische elementen aan het dossier toevoegen. Het is nog te vroeg om in detail te treden over de inhoud van ons antwoord.

Over de verhandelbare risico's heeft ONDD al laten weten dat de Commissie verkeerd is ingelicht, want dat de ONDD in de periode 2000-2003 geen verhandelbare risico's heeft gedekt. Vervolgens zal worden aangetoond dat het beginsel van de particuliere investeerder in een markteconomie werd gerespecteerd. Daarnaast zal men de Commissie erop wijzen dat Delcredere nv een alternatief biedt op een markt waar drie spelers een oligopolie hebben. Het is trouwens een van die spelers die op het onderzoek heeft aangedrongen.

Het incident is gesloten.

05 Vraag van de heer Olivier Henry aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "de dj-licentie van SABAM" (nr. 3846)

05.01 Olivier Henry (PS): Bij SABAM kan sinds kort een dj-licentie verkregen worden, dit is een toelating om kopieën te vervaardigen van de eigen legaal verworven collectie en deze kopieën in het openbaar af te spelen. De licentie kost 266 euro per jaar, bovenop de tarieven die SABAM aanrekent voor het 's avonds

draaien van muziek.

Eigent SABAM zich zodoende niet een recht toe waarin de wet niet voorziet? Werd de inning van deze kosten overeenkomstig artikel 55 van de wet op de auteursrechten door de Koning toegestaan? Staat de dubbele facturering voor werken die 's avonds worden gedraaid niet in wanverhouding tot de economische winst voor de auteurs?

05.02 Minister **Vincent Van Quickenborne** (*Frans*): De wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten bepaalt dat 'alleen de auteur van een werk van letterkunde of kunst het recht heeft om het op welke wijze of in welke vorm te reproduceren of te laten reproduceren'. Wanneer het werk openbaar is gemaakt, kan de auteur zich niet verzetten tegen de reproductie in familiekring.

Dj's die werken willen reproduceren om ze te gebruiken buiten de familiekring, moeten over een voorafgaande vergunning beschikken. Artikel 55 is hier niet van toepassing. Integendeel, het staat de rechthebbenden vrij (tenzij in geval van misbruik van een dominante positie) de vergunningsvoorwaarden voor de reproductie van hun werken te bepalen.

SABAM stelde in 2007 een tarief vast voor dj's die in een welbepaald kader werken reproduceren. De geactualiseerde en gecoördineerde versie van de tarifieringsregels staat duidelijk op de website te lezen.

De wet verplicht de beheersvennootschappen hun regels betreffende de tarifiering, de inning en de verdeling van de rechten aan de controledienst over te leggen. Deze worden getoetst op wettelijkheid (maar niet op opportuniteit): er wordt nagegaan of de ter zake geldende wettelijke bepalingen worden nageleefd.

Het gaat niet om een dubbele facturering, maar om de gedifferentieerde toepassing van artikel 1, § 1, eerste lid, van de wet. De dj betaalt de auteursrechten voor het reproduceren van beschermde werken, maar de organisator betaalt auteursrechten voor de mededeling aan het publiek. Beschermde werken worden op verschillende manieren geëxploiteerd, wat verschillende tarifieringsregels veronderstelt.

05.03 **Olivier Henry** (PS): U legt uit dat er geen sprake van dubbele tarifiering is. Maar het lijkt er toch op dat men tweemaal betaalt voor iets wat ongeveer hetzelfde is. Wij zullen een wetsvoorstel indienen teneinde deze regel te wijzigen, die beter afgestemd moet zijn op de maatschappelijke evolutie en de nieuwe technologie.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Aangezien de andere vragen zijn uitgesteld, zal ik nu mijn vraag stellen.

06 **Vraag van mevrouw Liesbeth Van der Auwera aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "het uitblijven van de KB's van de wet op de bestraffing van namaak en piraterij van intellectuele eigendomsrechten" (nr. 3398)**

06.01 **Liesbeth Van der Auwera** (CD&V): Om de nieuwe procedures (zoals de waarschuwing en de minnelijke schikking) in het kader van de wet op de bestraffing van namaak en piraterij van intellectuele eigendomsrechten te kunnen uitvoeren, zijn KB's nodig.

Tot nog toe kan de FOD Economie enkel pv's opstellen. Hoeveel pv's werden er zo in 2010 uitgeschreven? In hoeveel daarvan ging het om inbreuken gepleegd via het internet? Is het niet nodig de internetonderzoeken naar de naleving van de wet op elektronische handel uit te breiden naar namaak en piraterij gepleegd via het internet? Hoe komt het dat de KB's nog steeds niet zijn gepubliceerd? Kunnen ze er in een periode van lopende zaken komen?

06.02 Minister **Vincent Van Quickenborne** (*Nederlands*): In 2010 hebben de ambtenaren van de FOD Economie 242 pro justitia's en 66 processen-verbaal van waarschuwing opgesteld wegens inbreuk op de wet op de intellectuele eigendomsrechten. Uit de statistieken kan niet worden afgeleid hoeveel inbreuken via het internet zijn begaan. Controle op websites bevat al een controle op namaak, vooral op basis van klachten van rechthebbenden of van consumenten. Er worden dan pv's opgesteld en als dat mogelijk is wordt de aanbidding van het internet verwijderd.

Het uitvoeringsbesluit bij de wet van 15 mei 2007 is nog niet genomen. In 2009 hebben wij een eerste ontwerpbesluit opgesteld en besproken in verschillende interkabinettenwerkgroepen. De opmerkingen van de inspecteur van Financiën hebben tot wijzigingen aan de wet van 15 mei geleid. Momenteel wordt er een tweede versie van het ontwerpbesluit afgewerkt, rekening houdend met de gewijzigde wet. Ik hoop het KB zo snel mogelijk voor advies naar de Raad van State te kunnen sturen. Lopende zaken vormt daarbij geen belemmering.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Vraag nr. 3835 van de heer Blanchart wordt uitgesteld.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 11.07 uur.